

*Rapport du premier mois de consultation et d'appuis techniques en
Renforcement de capacités et dialogues (Capacity Building and Dialogue
Expert) à Madagascar)*

Du 15 Novembre au 17 Décembre 2016

Jean-Paul Kimbulu Kandolo, Consultant-Expert International en dialogue et renforcement des capacités

JPK J

Rapport du premier mois de consultation et d'appuis techniques en Renforcement de capacités et dialogues (Capacity Building and Dialogue Expert) à Madagascar) Du 15 Novembre au 17 Décembre 2016

La chronologie des activités prévues ainsi que leurs contenus ont été ajustés légèrement selon les orientations du management et les indications de la note conceptuelle, des discussions eues ainsi que des données collectées.

Tâches prévues dans les TDR

1. **Rechercher et analyser de l'évolution de la situation du pays en particulier en ce qui concerne la nécessité de renforcer les capacités des principaux acteurs nationaux tels que les partis politiques, les OSC, les médias, les chefs religieux et traditionnels et l'armée et les efforts de dialogue connexes**
 - a. **Revue documentaire des documents pertinents :** (i) Rapport consolidé de diagnostic de conflits, SFCG, (ii) A Cosmetic End to Madagascar crisis, ICG ; (iii) Résultats enquêtes Afro baromètre, rapport politisation-participation citoyenne, octobre 2013 ; (iv) Résultats Afro baromètre recevabilité sociale et attentes des malgaches envers leurs dirigeants ; (v) institution, gouvernance et croissances de long terme à Madagascar ; (vi) Coalition des radios, situation de base radio , janvier 2016, projet media for change ; (vii) Les élites à Madagascar, (ix) Global integrity indicators 2016 all findings Madagascar country findings ; (xi) USAID Madagascar, Democracy, human rights and governance assessments , octobre 2015 ; (xii) Peace and conflict impact assessment (PCIA) Madagascar ; (xiii) Rapport de fin de consultation RAPHAEL OUATTARA ; (xiv) Prodoc projet appui aux activités préélectorales et aux acteurs politiques, (xv) rapport d' rapport de fin de consultation, RAPHAEL OUATTARA ; (xvi) rapport de l'atelier interactif sur le renforcement de rapport de mission au Pnud ; (xvii) Programme de renforcement des capacités multi-acteurs à Madagascar, EMELYNE BAHANDA, consultant internationales capacités des partis politiques (xix) Rapport de la mission d'évaluation des besoins électoraux.
 - b. **Rapport de participation au débat financement PP et campagne électorale organisé par le Mouvement Rohy et Transparency International-Initiative Madagascar élabore et partagé**
 - i. ***Les différentes interventions suivies et analysées et les faiblesses synthétisées*** constatant que le financement des partis politiques malgaches n'est ni encadré adéquatement ni plafonné, encore moins transparent. Il y a un vide juridique sur les questions de contrôle, de reddition des comptes et de plafonnement et de la traçabilité de fonds. Ces carences juridiques favorisent la concurrence déloyale, le blanchissement d'argent, le favoritisme, les peaux de vins, le clientélisme, les fraudes et dérives électorales. Il faut des règles précises qui exigent la tenue des comptes transparents et simplifiés et la traçabilité de des dons, emprunts et libéralités en vue d'assainir le processus politique.
 - ii. **L'état des lieux sur les partis politiques consolidés, dont les informations seront exploitées dans l'atelier de renforcement des capacités des partis politiques.**
 - c. **Note analyse sur le processus de réconciliation nationale, notamment les amendements au projet de loi sur la renonciation nationale apportés par la Commission**
 1. **Les amendements apportés par les députés aux travaux en commission à la Chambre Basse concernant la loi sur la réconciliation nationale à l'Assemblée Nationale, identifiés et analysés** en vue de consolider l'analyse de la dynamique de la situation comme suit: (i) suppression de la disposition qui prévoyait la désignation par le Chef de l'Etat de 7 représentants qui composent le Conseil de Réconciliation Malagasy (CRM) ; (ii) le projet de loi sur la Cour Spéciale en matière de délinquance économique a été écarté des débats et agenda ; (iii) extension de la durée du processus de réconciliation laissée ouvert et illimité, au lieu de 2002 à la fin de la transition ; (vi) l'éventualité d' un coup de force de l'Exécutif sur l'assemblée Nationale évoquée qui risquait de forcer la main des élus à adopter la version

JPAC

- du gouvernement. *Nécessité d'inclure l'esprit du consensus, la culture de débat constructifs, de compromis de dépassement et d'apaisement dans l'agenda de formation*
- d. La situation nationale sur les questions politiques et de sécurité, en relation avec le processus électoral, la consolidation de la paix et la réconciliation nationale, analysée en vue des ateliers.
- i. *Radiation de deux députés du groupe TIM* pour cause de non-respect de consigne de vote et ralliement au RVM
 - ii. *Le parti MMM d'Hajo Andrianainarivelo réclame la place officielle de l'opposition* qui reste encore vacante pendant que les poids lourds TIM et MAPAR refusent de se déclarer de l'opposition, malgré leurs critiques acerbes et opposition contre le gouvernement
 - iii. *Augustin Andriamananoro vice-président du MAPAR proche de Andry Rajoelina, ancien ministre des PTT & NTI, inculpé pour « atteinte à la sûreté de l'État, réunion politique non autorisées, provocation de feux de brousses, disparation des armes ».* Cette inculpation est décriée par le MAPAR qui la considère comme une chasse à la sorcière.
 - iv. *Ces événements constituent la dynamique du contexte qui impliquent les discussions dans les ateliers des questions des mesures d'apaisement avant les élections inclusives ainsi que le rôle de l'opposition et groupes parlementaires dans la vie démocratique.*
2. Concevoir et mettre en œuvre des initiatives de renforcement des capacités et de dialogue, y compris par des séances interactives sur une variété de thèmes pertinents et les adapter au besoin en fonction de l'évolution de la situation
- a. Un chronogramme détaillé des ateliers de renforcement des capacités multi-acteurs à Madagascar (Partis politiques, société civile, médias, leaders traditionnels et religieux et officiers de l'armée) est élaboré et adopté. Il tient compte des inputs des collègues, dont le mois de décembre est consacré aux processus administratifs ainsi qu'activités de prise de contact, orientation, collecte d'information, analyse de situation, préparation (instruction de RC et RRRP).
 - b. Les TDR des ateliers de renforcement des capacités multi-acteurs à Madagascar (Partis politiques, société civile, médias, leaders traditionnels et religieux et officiers de l'armée), élaborés et partagés. Les informations issues des documents variées (études, rapports, publication, note ponctuelle, calendrier) d'activités sont recoupées avec mes inputs techniques suivant les orientations du management et des inputs des collègues. La cohérence et la vision globale des différents ateliers sont assurées avec les objectifs et résultats escomptés globaux et spécifiques pour chaque catégorie d'acteurs et leaders d'opinion cibles. Ces TDR généraux serviront de document de base pour les TDR et agendas spécifiques pour chaque atelier.
 - c. Les TDR spécifiques pour les leaders traditionnels et religieux à Madagascar sur leurs rôles dans l'affermissement de la démocratie apaisée et inclusive ainsi que dans la médiation des conflits et la coexistence pacifique, sont élaborés
 - d. Les TDR spécifiques pour des partis politiques à Madagascar sur leurs rôles dans l'affermissement de la démocratie apaisée et inclusive ainsi que dans la coexistence pacifique sont élaborés
 - e. Élaboration des TDR spécifiques pour des leaders religieux à Madagascar sur leurs rôles dans la médiation, l'affermissement de la démocratie apaisée et inclusive ainsi que dans la tolérance et la coexistence pacifique sont élaborés
 - f. Les TDR de recrutement du consultant national en dialogue et renforcement des capacités sont ajustés sous forme de division de travail complémentaire, notamment la préparation et l'organisation matérielle des ateliers, la supervision des travaux des groupes, la synthèse des communications et contributions, ainsi que leurs rapportage, archivage, médiatisation et évaluation.
3. Contribuer à l'analyse de l'évolution de la situation en ce qui concerne le renforcement des capacités et les efforts de dialogue à l'Équipe de pays des Nations Unies pour mieux comprendre les tendances et la dynamique
- a. Élaboration d'une matrice d'analyse d'acteurs et institutions politiques : forces et faiblesses : Constitution, Feuille de route de sortie de crise ; Gouvernement ; Assemblée nationale ; Partis

- politiques ; Société Civile ; Chefs traditionnels et religieux ; Femmes ; Médias ; Jeunesse ; Système judiciaire, armées et forces de l'ordre
- b. Élaboration d'une matrice d'analyse des facteurs de conflits et d'instabilité du contexte socio-politique, notamment, la précarité du consensus national et faible cohésion sociale, la faiblesse de l'État de droit et de gouvernance inclusive, l'incapacité de l'État à redistribuer les richesses de manière équitable, leurs causes structurelles et les risques.
4. **Collaborer, au besoin, à l'appui des activités du Fonds de consolidation de la paix, en étroite collaboration avec le Coordonnateur du FBP et les entités pertinentes des Nations Unies.**
 - a. **Les informations issues des sessions de dialogues PBF organisées par l'UNESCO avec les forces de l'ordre et les journalistes sont analysées et seront prises en compte avec les ateliers de renforcement des capacités multi acteurs, notamment, des médias et forces armées. Similitudes :** l'armée et les médias, principales cibles de dialogues UNESCO, sont parmi les acteurs visés par les ateliers de renforcement des capacités multi-acteurs. Le renforcement de la confiance entre acteurs est un élément des ateliers multi-acteurs. L'état des lieux des sessions de dialogue sera exploité lors des ateliers multi acteurs des médias et forces de l'ordre. Différences : les ateliers multi-acteurs sont globaux et entendent accroître les connaissances et aptitudes des leaders d'opinion et acteurs sur le dialogue, la coexistence pacifique, la prévention des conflits, la sensibilité au genre. Ces acteurs seront outillés pour contribuer au climat propice à la démocratie inclusive et apaisée.
 - b. **Le rapport des 1ères sessions de dialogue entre les forces de l'ordre et les journalistes ainsi qu'avec les patrons de presse et rédacteurs en chef organisées par l'UNESCO, élaboré et partagé, dont les informations seront capitalisées dans les ateliers multi acteurs du PNUD:**
 - i. Les sessions de dialogue organisées par l'UNESCO entre les forces de l'ordre et les journalistes ainsi qu'avec les patrons de presse dans le cadre du PBF, ont été suivies et analysées et les points communs identifiés. Ces échanges les ont permis d'identifier les obstacles communs et spécifiques, les limites de leurs rôles et de préconiser les solutions pour améliorer leur collaboration. **Obstacles communs** : le non-respect de la déontologie, l'ignorance des rôles et défis des autres, la méfiance réciproque et l'obédience politique. **Obstacles soulevés par les forces de l'ordre** : le respect des consignes, la discipline, les exigences de sécurité et de secret professionnels, l'absence de badge d'identification, le manque d'objectivité, de neutralité, de professionnalisme. **Obstacles soulevés par les journalistes** : accès difficile aux informations véridiques ou aux recoupements, reportage uniquement dans les grandes villes, manque des moyens humains, matériels et financiers. **Solutions pour améliorer la collaboration** : organiser les rencontres périodiques, des émissions ou interviews et créer ou renforcer les structures pérennes d'échange, d'ouvertures et de discussion et adopter un Code de bonne conduite ; appuyer les capacités de communication des forces de l'ordre ; renforcer les capacités financières, matérielles et humaines des journalistes ; Offrir des plateformes aux parties divergentes en vue des débats constructifs ; outiller les médias à analyser les causes des conflits et informer sur les moyens de résoudre pacifiquement les conflits ; multiplier des rencontres interactives et des activités conjointes pour créer la confiance et dissiper les perceptions erronées, rumeurs...
 - c. **Activités en cours sur demande de la RC/RR en vue de la collecte d'information et synergies**
 - i. Rencontre prévue avec le point focal du gouvernement
 - ii. Rencontre prévue avec l'UE, Camille Larène, Conseillère politique, Section Politique, Presse & Information, Délégation de l'Union Européenne
 - iii. Rencontre prévue avec l'UA Jean Didier MISSILOU, Conseiller Politique Principal, Bureau de Liaison de l'Union Africaine
 - iv. Rencontre prévue avec les chefs religieux et partis politiques
 - v. Consolidation des données

- vi. Budgétisation des activités, fiches techniques et dispositions logistiques
 - vii. Démarrage d'activités prévues au cours de la 2ème quinzaine de janvier 2017, sur instruction de RC avec les ateliers partis politiques et chefs religieux
- d. Difficultés
- i. La clôture des comptes et les rapports de fin d'années ont rendu certains collègues indisponibles pour les appuis et inputs
 - ii. Difficultés logistique dues au sommet de la Francophonie et lenteur administrative dans le traitement paiement des DSA